

# SENATO DELLA REPUBBLICA

————— XIV LEGISLATURA —————

**Doc. XII-bis**  
**n. 41**

## **ASSEMBLEA DELL'UNIONE DELL'EUROPA OCCIDENTALE ASSEMBLEA EUROPEA INTERINALE DELLA SICUREZZA E DELLA DIFESA**

I parte della 48<sup>a</sup> Sessione ordinaria  
(Parigi, 3-5 giugno 2002)

---

Raccomandazione n. 713 (1)

sullo sviluppo di una capacità europea di osservazione spaziale  
per le necessità di sicurezza dell'Europa

---

*Annunziata il 24 settembre 2002*

---

**ASSEMBLEA  
DELL'UNIONE DELL'EUROPA OCCIDENTALE  
ASSEMBLEA EUROPEA INTERINALE DELLA SICUREZZA  
E DELLA DIFESA**

I parte della 48<sup>a</sup> Sessione ordinaria  
(Parigi, 3-5 giugno 2002)

Raccomandazione n. 713 (1)

sullo sviluppo di una capacità europea di osservazione spaziale  
per le necessità di sicurezza dell'Europa

*Annunziata il 24 settembre 2002*

L'ASSEMBLÉE,

(i) Considérant que les systèmes spatiaux sont devenus des moyens essentiels de recueil, d'analyse et de distribution de l'information et que l'espace joue un rôle majeur de maîtrise de l'information dans l'analyse, le suivi et la gestion des crises;

(ii) Rappelant que les applications spatiales, en complément d'autres moyens, contribuent à fournir aux autorités civiles et militaires les éléments nécessaires à la conduite d'une politique européenne de sécurité et de défense (PESD);

(iii) Constatant que très peu de pays de l'Union européenne sont pourvus en moyens autonomes de recueil du renseignement et de communications, ce qui les conduit à envisager de faire un effort beaucoup plus soutenu dans ce domaine;

(iv) Soulignant que toute ambition spatiale européenne doit passer par une politique européenne de coopération qui dépasse le cadre actuel des coopérations bilatérales ou trilatérales et que, pour cela, il conviendra de définir, pour l'ensemble des applications spatiales, des besoins communs à l'Europe;

(1) Adoptée par l'Assemblée le 5 juin 2002, au cours de la quatrième séance.

(v) Considérant qu'il serait souhaitable de confier l'expertise technique ainsi que

la maîtrise d'ouvrage des programmes à un organisme mandaté par l'ensemble des pays de l'Union européenne;

(vi) Rappelant que, dans un souci de réduction des coûts, il est nécessaire de rechercher toutes les synergies civilo-militaires possibles, tant au niveau des équipements que des services, lorsqu'elles répondent aux besoins opérationnels;

(vii) Estimant que la dualité civilo-militaire doit se renforcer, mais que se priver de satellites militaires représenterait une grave régression sur les plans opérationnel et technique en raison du niveau d'excellence acquis par les industriels européens dans de nombreux domaines qui intéressent les militaires;

(viii) Se félicitant du document sur les « besoins opérationnels communs pour un système global européen d'observation par satellites à des fins de sécurité et de défense », élaboré conjointement par les états-majors des armées de l'Allemagne, de l'Espagne, de l'Italie et de la France et considérant qu'il devrait aussi être proposé aux autres membres de l'Union européenne;

(ix) Constatant que ce document, afin de disposer, dans les meilleurs délais, d'une capacité initiale, propose que la réalisation s'effectue par étapes, et que, d'une façon pragmatique, l'architecture de la première génération de ce système global d'observation spatiale s'appuie sur les segments sol des utilisateurs des différents systèmes nationaux ou bilatéraux en phase de définition ou de développement;

(x) Rappelant le succès de la coopération au programme Hélios I, qui permettait d'espérer une plus forte participation à Hélios II, ce qui malheureusement ne s'est pas produit;

(xi) Se félicitant néanmoins des négociations entre l'Allemagne et la France sur un échange de capacités entre le système SAR Lupe et Hélios II, ainsi que de la

coopération entre l'Allemagne et le Royaume-Uni sur le projet InfoTerra/TerraSar qui prévoit le lancement de deux satellites radar haute résolution pour l'observation de la terre vers 2005;

(xii) Rappelant également l'accord franco-italien de coopération sur un grand système d'observation optique et radar qui cherche à établir une synergie entre les programmes nationaux des deux parties, le programme optique français Pléiades et le programme radar italien Cosmo Skymed;

(xiii) Saluant l'initiative GMES (Global Monitoring for Environment and Security) lancée par l'Union européenne, visant à rendre accessibles les informations pertinentes sur l'environnement et la sécurité;

(xiv) Considérant qu'à l'heure actuelle, GMES n'est qu'en phase de définition et que, après avoir évalué le besoin d'information, il conviendra de vérifier si les systèmes existants sont capables de répondre à ce besoin ou si de nouveaux systèmes sont nécessaires;

(xv) Constatant que la question de l'utilisation duale des systèmes spatiaux est clairement posée par le programme GMES pour la prévision des catastrophes naturelles et la gestion des crises;

(xvi) Notant que les systèmes de communications par satellite sont aussi appelés à jouer un rôle opérationnel important pour la prévention et la gestion des risques;

(xvii) Soulignant que l'opinion publique européenne doit être consciente que le transfert du Centre satellitaire de l'UEO à l'UE et sa participation à la PESD impliquent un renforcement de ses capacités dans un environnement typiquement militaire et qu'en sus de l'observation de la terre, il devra remplir d'autres missions, telles que les transmissions, l'alerte avancée, l'écoute électronique et la navigation;

(xviii) Considérant que pour permettre au Centre satellitaire de jouer pleinement son rôle dans une politique spatiale européenne, il conviendra de prévoir les ressources humaines et financières nécessaires;

(xix) Se félicitant de la déclaration adoptée lors de la réunion parlementaire sur l'espace convoquée à l'initiative du Sénat de Belgique en mars 2002, et notamment des idées avancées sur le programme Galileo;

(xx) Se félicitant, par ailleurs, de la décision du Conseil des transports de l'UE de mettre en oeuvre le programme Galileo, qui représente un pas fondamental vers une politique spatiale européenne,

#### RECOMMANDE AU CONSEIL

1. De veiller à ce que le document élaboré conjointement par les états-majors des armées de l'Allemagne, de l'Espagne, de l'Italie et de la France sur les « besoins opérationnels communs pour un système global européen d'observation par satellites à des fins de sécurité et de défense » soit proposé aux autres partenaires de l'UE;

2. De prier les pays membres et observateurs, en leur qualité de membres de l'Union européenne, de veiller à ce que ce document:

(a) soit un premier pas, sur le plan opérationnel, en vue de favoriser l'émergence d'une véritable politique spatiale

européenne à des fins de sécurité et de défense dans le domaine de l'observation;

(b) serve à fédérer les différentes démarches et efforts réalisés en Europe dans ce domaine;

3. De veiller à ce que tous les pays participant au programme GMES, dont l'objectif est de coordonner les programmes spatiaux consacrés à l'observation de la terre, à l'étude de l'environnement et à la surveillance météorologique, prennent en compte la nécessité (i) d'évaluer le besoin d'information et d'analyser si les systèmes existants couvrent ce besoin ou si de nouveaux systèmes seront nécessaires, et (ii) d'établir un cadre institutionnel pour ce programme;

4. De prier l'Union européenne et tous les pays qui participent aux activités du Centre satellitaire d'envisager un élargissement de ses missions, en vue de développer une capacité de gestion du champ de bataille qui nécessitera:

l'utilisation de systèmes de télédétection, de communication, de météorologie, d'écoute électronique et, à long terme, d'alerte avancée;

une augmentation des personnels, civils et militaires;

le recours à l'ensemble des satellites commerciaux et l'utilisation ponctuelle de satellites militaires;

la création d'une capacité de renseignement, en relation avec un futur service européen de renseignement.

**N. B. Traduzione non ufficiale****Raccomandazione n. 713****sullo sviluppo di una capacità europea di osservazione spaziale  
per le necessità di sicurezza dell'Europa**

L'Assemblea,

(i) Considerando che i sistemi spaziali sono divenuti i mezzi essenziali di raccolta, di analisi e di distribuzione dell'informazione e che lo spazio svolge un ruolo importante di controllo dell'informazione nell'analisi, i seguiti e la gestione delle crisi;

(ii) Ricordando che le applicazioni spaziali, in complemento ad altri mezzi, contribuiscono a fornire alle autorità civili e militari gli elementi necessari alla condotta di una politica europea di sicurezza e di difesa (PESD);

(iii) Constatando che pochi paesi dell'Unione Europea sono provvisti di mezzi autonomi di raccolta dell'informazione e di comunicazioni, ciò che li porta a prevedere di dover fare uno sforzo molto più sostenuto in questo settore;

(iv) Sottolineando che ogni ambizione spaziale europea deve passare per una politica europea di cooperazione che superi il quadro attuale delle cooperazioni bilaterali e trilaterali e che perciò, occorrerà definire, per l'insieme delle applicazioni spaziali, delle necessità comuni all'Europa;

(v) Considerando che sarebbe auspicabile affidare la consulenza tecnica e i contratti di appalto dei programmi a un organismo incaricato dall'insieme dei paesi dell'Unione Europea;

(vi) Ricordando che al fine di ridurre i costi, è necessario cercare tutte le sinergie civili-militari possibili, sia al livello degli equipaggiamenti che a quello dei servizi, quando esse rispondono alle necessità operative;

(vii) Stimando che la dualità civile-militare debba rafforzarsi, ma che privarsi di satelliti militari rappresenterebbe una grave regressione sul piano operativo e tecnico in ragione del livello di eccellenza raggiunto dagli industriali europei in molti settori che interessano i militari;

(viii) Felicitandosi del documento sulle « necessità operative comuni per un sistema globale europeo di osservazione satellitare per scopi di sicurezza e di difesa », elaborato congiuntamente dagli Stati Maggiori degli eserciti di Germania, Spagna, Italia e Francia e considerando che dovrebbe essere proposto anche agli altri membri dell'Unione Europea;

(ix) Constatando che questo documento, al fine di disporre, nel più breve tempo possibile, di una capacità iniziale, propone che la realizzazione sia effettuata a tappe, e che, in modo pragmatico, l'architettura della prima generazione di questo sistema globale di osservazione spaziale poggia sui segmenti di terra degli utilizzatori dei diversi sistemi nazionali o bilaterali in fase di definizione o di sviluppo;

(x) Ricordando il successo della cooperazione al programma Helios I, che permetteva di sperare in una più ampia

partecipazione a Helios II, cosa che purtroppo non si è verificata;

(xi) Felicitandosi, tuttavia per i negoziati tra la Germania e la Francia su uno scambio di capacità tra il sistema SAR Lupe e Helios II, così come per la cooperazione tra la Germania e il Regno Unito sul progetto Info Terra/TerraSar che prevede il lancio di due satelliti radar ad alta risoluzione per l'osservazione della terra verso il 2005;

(xii) Ricordando altresì l'accordo franco-italiano di cooperazione su un grande sistema di osservazione ottica e radar che cerca di stabilire una sinergia tra i programmi nazionali delle due parti, il programma ottico francese Pléiades e il programma radar italiano Cosmo Skymed;

(xiii) Salutando l'iniziativa GMES (Global Monitoring for Environment and Security) lanciata dall'Unione Europea, mirante a rendere accessibili le informazioni pertinenti sull'ambiente e la sicurezza;

(xiv) Considerando che, attualmente, GMES è solo in fase di definizione e che, dopo aver valutato il bisogno di informazione, converrà verificare se i sistemi esistenti sono capaci di rispondere a questo bisogno o se sono necessari nuovi sistemi;

(xv) Constatando che la questione dell'utilizzo duale dei sistemi spaziali è chiaramente posta dal programma GMES per la previsione delle catastrofi naturali e la gestione delle crisi;

(xvi) Rilevando che i sistemi di comunicazione via satellite sono anche chiamati a svolgere un ruolo operativo importante per la prevenzione e la gestione dei rischi;

(xvii) Sottolineando che l'opinione pubblica europea deve essere cosciente del fatto che il trasferimento del Centro satellitare dell'UEO all'UE e la sua partecipazione alla PESD implicano un rinforzo delle sue capacità in un ambiente tipicamente militare e che oltre all'osservazione

della terra, dovrà svolgere altre missioni, quali le trasmissioni, il sistema preallarme (*early warning*), l'intercettazione elettronica e la navigazione;

(xviii) Considerando che per permettere al Centro satellitare di svolgere pienamente il suo ruolo in una politica spaziale europea, occorrerà prevedere le risorse umane e finanziarie necessarie;

(xix) Felicitandosi per la dichiarazione adottata durante la riunione parlamentare sulle questioni spaziali convocata per iniziativa del Senato belga nel marzo 2002, e specificamente delle idee avanzate sul programma Galileo;

(xx) Felicitandosi, d'altro canto, per la decisione del Consiglio dei trasporti dell'UE di mettere in opera il programma Galileo, che rappresenta un passo fondamentale verso una politica spaziale europea;

#### RACCOMANDA AL CONSIGLIO

1. Di vigilare affinché il documento elaborato congiuntamente dagli Stati Maggiori degli eserciti di Germania, Spagna, Italia e Francia sulle « necessità operative comuni per un sistema globale europeo di osservazione via satellite per scopi di sicurezza e di difesa » sia proposto ad altri partner dell'UE;

2. Di chiedere ai paesi membri e osservatori, nella loro qualità di membri dell'Unione Europea, di vigilare affinché questo documento:

(a) sia un primo passo, sul piano operativo, in vista di favorire l'emergere di una vera politica spaziale europea per scopi di sicurezza e di difesa nel settore dell'osservazione;

(b) serva a federare i diversi approcci e sforzi realizzati in Europa in questo settore;

1. Di vigilare affinché tutti i paesi partecipanti al programma GMES, il cui obiettivo è quello di coordinare i programmi spaziali dedicati all'osservazione della terra, allo studio dell'ambiente e alla sorveglianza meteorologica, prendano in considerazione la necessità (i) di valutare la necessità d'informazione e di analizzare se i sistemi esistenti coprono questo bisogno o se saranno necessari nuovi sistemi, e (ii) di stabilire un quadro istituzionale per questo programma;

2. Di chiedere all'Unione Europea e a tutti i paesi che partecipano alle attività del Centro satellitare di prevedere un allargamento delle sue missioni, al fine di

sviluppare una capacità di gestione del campo di battaglia che necessiterà:

l'utilizzazione di sistemi di telerilevamento, di comunicazione, di meteorologia, di intercettazione elettronica e, a lungo termine, di *early warning*;

un aumento del personale, civile e militare;

il ricorso all'insieme dei satelliti commerciali e l'utilizzo puntuale di satelliti militari;

la creazione di una capacità di *intelligence*, in relazione con un futuro servizio europeo di *intelligence*.